



LE DEVOIR

Vol. XCV N° 235

LES SAMEDI 16 ET DIMANCHE 17 OCTOBRE 2004

2,18\$ + TAXES = 2,50\$

La pédiatrie magique du Dr Bohème

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

L'embryon d'une révolution dans le petit monde de l'enfance aurait-il fait son nid dans les quartiers Côte-des-Neiges et Hochelaga-Maisonneuve? Depuis quelques mois du moins, ça se bouscule aux portes du Centre de services préventifs à l'enfance (CSPE) et d'Assistance aux enfants en difficulté (AED). Les deux organismes ont vu défiler le ministre de la Santé, Philippe Couillard, des externes et des résidents en médecine, des policiers communautaires, des pédiatres venus d'ailleurs et quantité d'enfants et de parents issus de toutes les nationalités. L'objet de cet engouement? Gilles Julien, un pédiatre qui milite activement pour un virage en faveur de la pédiatrie sociale.

Longtemps considéré comme un pédiatre bohème en raison de sa pratique axée sur le terrain et de sa vision — très élastique du temps qu'il consacre à ces petits patients au mépris de toutes les normes habituelles, le Dr Julien a su conserver la vision idyllique du métier qu'il a embrassé il y a 30 ans. Un bel enthousiasme, qui force aujourd'hui l'admiration même chez ses principaux détracteurs.

Il faut dire que le principe de la pédiatrie a tout pour plaire. En théorie, le concept est simple: il s'agit de mettre l'enfant en relation avec sa famille, son voisinage et sa communauté. Sur le terrain toutefois, la pédiatrie sociale rêvée par Gilles Julien demande des ressources qui valent plus que l'or: un lieu de rencontre aux allures de maison familiale, ouvert sept jours sur sept, des intervenants spécialisés (infirmière, travailleur social, thérapeute par l'art), une implication soutenue des milieux scolaire et communautaire et un pédiatre aux allures de chef d'orchestre.

Bien des jeunes ont vu leur existence changer du tout au tout après leur rencontre avec le Dr Julien. Comme cette petite fille qui souffrait de troubles respiratoires et qui avait été hospitalisée un peu partout au Québec sans que son mal soit jamais identifié. Des années de ce régime avaient usé ses parents, qui avaient de plus en plus de mal à l'aider. Elle ne fonctionnait pas bien à l'école et avait de graves troubles d'apprentissage et de comportement.

«On s'apprêtait à la placer pour incompétence parentale et à la référer en psychiatrie, se souvient le Dr Julien. Pourtant, dès que je l'ai vue, j'ai su que cette enfant souffrait de fibrose kystique. Depuis le début, on avait traité les conséquences d'une maladie qui n'avait jamais été diagnostiquée alors que c'est dans le livre de tout bon pédiatre!», s'indigne-t-il encore. Le Dr Julien avait alors préparé un plan d'intervention de concert avec les parents, la DPJ et l'école, un plan qui avait permis à la petite de rester chez elle.

Il y a aussi cette autre fillette née défigurée et pour qui cette

VOIR PAGE A 10: PÉDIATRIE

Le Dr Gilles Julien en compagnie de Tanya, Alexandre, Kathy, Julie, Dominique et Samantha.

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

70 000 morts au Darfour depuis mars

Alors que près de 70 000 personnes sont mortes de maladie ou de malnutrition au Darfour (ouest du Soudan) depuis mars dernier, l'aide internationale demeure insuffisante, a indiqué hier un responsable de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

«Nous ne sommes toujours pas capables de trouver les ressources collectives nécessaires pour répondre de manière adéquate [à cette crise] et ramener le nombre de victimes à un niveau acceptable», a déclaré David Nabarro, chargé de la gestion des situations de crise à l'OMS, lors d'une conférence de presse à Genève.

Les agences humanitaires, a-t-il déploré, n'ont reçu pour l'instant que la moitié des 300 millions de dollars nécessaires pour venir en aide à 1,4 million de personnes déplacées, dont 200 000 réfugiés installés au Tchad, qui souffrent de maladies (dysenterie, hépatite E, choléra) et de malnutrition et vivent dans des conditions sanitaires déplorables.

Si on considère l'attention et la couverture médiatique accordées au Darfour, «il est stupéfiant de constater qu'on ne peut toujours pas obtenir l'argent nécessaire», a-t-il estimé. Pour le docteur Nabarro, le prix de cette impuissance «se mesure en nombre de morts».

10 000 morts par mois
Selon l'OMS, jusqu'à 10 000 personnes meurent chaque mois au Darfour dans les camps de personnes déplacées.

Ce chiffre ne tient pas compte des morts lors des combats et s'explique essentiellement par le manque de moyens, a souligné le docteur Nabarro. «Nous essayons d'atteindre les camps avec des véhicules tout-terrain qui tombent en panne ou qui s'embourbent alors que nous aurions besoin d'une vingtaine d'hélicoptères», a-t-il affirmé.

Hier, à Rome, le directeur général du Programme alimentaire mondial, James Morris, avait, lui, déploré que le Darfour tende à occulter d'autres situations de famine moins connues. «La réalité est que le Darfour a désormais plus de chances de recevoir une aide alimentaire suffisante que, par exemple, les victimes de la



«Nous ne sommes toujours pas capables de trouver les ressources nécessaires pour ramener le nombre de victimes à un niveau acceptable»

VOIR PAGE A 10: DARFOUR

Québec songe à une inspection limitée pour les « minounes »

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Le ministre québécois de l'Environnement, Thomas Mulcair, examine actuellement la possibilité de riposter à la poursuite contre le Québec intentée par les défenseurs de la qualité de l'air devant l'ALENA au moyen d'un programme d'inspection des véhicules automobiles qui se limiterait à exiger une inspection du système antipollution des voitures de plus de dix ans, uniquement avant qu'elles ne soient vendues.

Si un véhicule ne passait pas le test réglementaire, le propriétaire pourrait continuer à polluer en toute impunité, à la condition de ne pas vendre son véhicule, peut-on lire dans la proposition faite au ministre, dont *Le Devoir* a obtenu copie.

Cette proposition, la plus faible de toutes les hypothèses jamais formulées pour donner un peu de contenu au Programme d'inspection et d'entretien

VOIR PAGE A 10: INSPECTION

Comment séduire les immigrants?

Le PQ déploie de nouveaux efforts pour recruter les néo-Québécois

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Le Parti québécois pourrait déployer de nouveaux efforts de recrutement auprès des Québécois issus de l'immigration. À la faveur du passage récent de la circonscription multiethnique de Laurier-Dorion aux mains du PQ et de l'élection en juin dernier d'un député d'origine camerounaise sous la bannière du Bloc québécois, la volonté de courtiser les nouveaux arrivants reviendra en force à travers les débats prévus en fin de semaine au conseil national.

Des 17 propositions soumises aujourd'hui et demain aux militants péquistes réunis à Sherbrooke, sept révèlent une certaine préoccupation en ce qui concerne les liens entre le parti et les immigrants. Il ne faut pas pour autant y voir un quelconque virage mais plutôt un enthousiasme renouvelé grâce aux récents événements, soutien d'une même voix plusieurs péquistes.

«Le discours du PQ a toujours été inclusif, mais avec Laurier-Dorion, on passe à une autre étape», estime la députée Elsie Lefebvre, élue à l'élection partielle de septembre dernier. «Cela donne une nouvelle impulsion, surtout qu'avec la génération de la loi 101 [les immigrants des deuxième et troisième générations], on pense le Québec de la même façon. Ça donne l'espoir que tout est possible», ajoute-t-elle, fébrile devant la tâche qui l'attend. À l'ouverture de la nouvelle session parlementaire, mardi, Mme Lefebvre fera



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«Ça ne me semble pas être un virage mais plutôt un changement de ton», note Jean-Herman Guay.

VOIR PAGE A 10: PQ

INDEX

Actualités	A 2	Idées	B 5
Annonces	C 8	Monde	A 7
Avis publics	C 7	Mots croisés	C 9
Bourse	C 2	Météo	C 9
Carrières	C 8	Perspectives	B 1
Décès	C 9	Politique	A 3
Économie	C 1	Rencontres	D 2
Éditorial	B 4	Sports	C 10

7 78313 00069 0